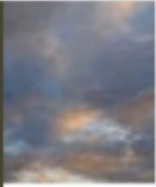


Nesrine Slaoui veut réformer nos concours, trop bien adaptés à la culture blanche occidentale

écrit par Christine Tasin | 25 mai 2020



Regards sur 2019

Démocratiser les grandes écoles



Par **Nesrine Slaoui**
Journaliste indépendante
Diplômée de Sciences Po Paris

La grande majorité des étudiants des grandes écoles, qui occuperont des postes de pouvoir, sont des héritiers au sens bourdieusien. Les analyses du théoricien de la reproduction sociale des années 1970 sont encore tristement pertinentes. En 2019, les positions sociales se maintiennent toujours d'une génération à l'autre par la transmission d'un patrimoine matériel et immatériel, validée par l'école, qui lui confère un faux aspect méritocratique

« Si tu es passé par la procédure CEP, tu es simplement un quota ». Combien de fois ai-je entendu cette phrase, lancée comme une insulte, sur les bancs de Sciences Po ? Une manière de délégitimer les étudiants issus de milieux populaires qui défient leur destin sociologique et franchissent les portes de la prestigieuse institution. Malgré l'effort nécessaire du défunt directeur, Richard Descoings, qui a initié en 2001 le recrutement de lycéens en zones d'éducation prioritaire (ZEP) avec un concours spécifique, le constat d'échec est là. L'ouverture sociale de Sciences Po est un leurre. Selon une enquête réalisée par le journal *Libération* en 2017, 40 % des élèves admis via cette procédure CEP sont issus de parents CSP+. Alors même que la réforme vise à intégrer plus d'étudiants boursiers dans l'école élitiste, les stratégies des familles aisées pour maintenir leurs enfants au sommet de l'échelle sociale, comme l'a développé le sociologue Raymond Boudon, détournent ce mode de recrutement à leur profit. Parler de stratégie, ici, est important car ces parents qui maîtrisent la cartographie scolaire et le fonctionnement de l'enseignement supérieur, choisissent de s'installer près d'un lycée défavorisé partenaire pour y inscrire leur enfant et lui donner encore plus de chances d'accéder à Sciences Po, au détriment des lycéens de ces zones qui vivent là malgré eux.

Des écoles réservées aux classes supérieures

En octobre dernier, plusieurs grandes écoles ont remis un rapport sur l'ouverture sociale à la ministre de l'Enseignement supérieur, Frédérique Vidal. Elles ont

toutes formulé l'objectif d'augmenter leur nombre d'étudiants boursiers pour atteindre le niveau national de 38 %. Quatre ENS, dont celles de Paris et de Lyon, les écoles de commerce HEC et ESSEC ainsi que Polytechnique, entre autres, se sont engagées à accueillir 20 à 25 % de boursiers d'ici 5 ans alors qu'ils ne sont que 18 % à HEC, par exemple. Une inégale représentation encore plus

Issue de milieu populaire et de l'immigration, mon parcours est davantage une erreur sociologique qu'un exemple d'ascension sociale

marquante à l'Ena où les deux tiers des étudiants sont des enfants de cadres et 6 % seulement des enfants d'ouvriers, selon une enquête de l'EHESS en 2015. Il faut rappeler que les enfants d'ouvriers forment un quart de la population française pour comprendre le problème de cette faible

représentation. Ainsi, la grande majorité des étudiants des grandes écoles, qui occuperont des postes de pouvoir, sont des héritiers au sens bourdieusien. Les analyses du théoricien de la reproduction sociale des années 1970 sont encore tristement pertinentes. En 2019, les positions sociales se maintiennent toujours d'une génération à l'autre par la transmission d'un patrimoine matériel et immatériel validée par l'école, qui lui confère un faux aspect méritocratique.

D'un milieu populaire à Sciences Po : un itinéraire erroné

Je suis donc une anomalie. En tant que jeune diplômée en journalisme de Sciences Po, issue de milieu populaire et de l'immigration, mon parcours est davantage une erreur sociologique qu'un exemple d'ascension sociale. Née au Maroc en 1994, je suis arrivée en France à l'âge de trois ans où j'ai grandi. Géographiquement

J'aurais même pu dire, culture de mâle blanc hétérosexuel... elle utilise bien entendu l'expression... Tout ça manque d'invention, de libre-arbitre. Tout ça répète ce que les

militants politiques ressassent pour masquer leur absence de projet.

Donnez-leur la main, ils veulent le bras... Acceptés chez nous, formés dans ce qui fut nos plus hautes écoles... ils n'ont de cesse de cracher dans la soupe en faisant tout pour que notre système, qui leur a permis de faire des études, d'avoir des diplômes, des métiers de haut niveau, des formations pointues, de devenir chirurgien ou journaliste disparaisse purement et simplement.

.

Les concours ? Des trucs de Français, faits par des Français, pour des Français, qui nécessiteraient d'avoir la culture française. On se demande bien comment l'auteur du texte tweeté ci-dessous, dans un système si difficile, si mortifère pour l'immigré a pu être en état de proposer des réformes de nos concours...

On se demande bien comment il y a longtemps, Leopold Senghor, venu de son Afrique natale, a bien pu décrocher l'agrégation de lettres classiques...

On se demande bon comment une Zineb a pu devenir journaliste malgré son origine maghrébine...

Je me demande bien comment mon ami Pascal Hilout, né Mohamed, après avoir passé les 20 premières années de sa vie en école coranique au Maroc a pu atterrir en Allemagne et en France et devenir ingénieur...

Que dire de Ayan Hirsi Ali, élevée en école coranique réservée aux filles en Somalie puis dans divers pays musulmans qui arrive à 22 ans aux Pays-Bas et réussit à y faire des études, à devenir chercheur et à continuer sa carrière aux Etats-Unis ?

.

Nesrine Slaoui ne peut pas entendre cela... Bref, le diplôme ou le concours dans une pochette surprise pour la diversité, ça la botte, c'est son truc. A aucun moment, elle ne parle de la France où nous vivons, où elle vit, la France et sa culture, ses codes... que chacun est censé vouloir obtenir, puisqu'il y vit... Ben non. Alors il faudrait que les professeurs et les examinateurs soient pour bonne partie d'origine étrangère. La France est trop la France. La France n'est pas encore l'Algérie, mâtinée de Maroc et de Mali.

Ah ! Où est Rachid Kaci, qui, fils d'immigrés algériens s'émerveillait de pouvoir dire "nos ancêtres les Gaulois" ?

.

Ah ! Une petite remarque en passant... Les enfants des milieux populaires, des vrais milieux populaires, ce sont des enfants de Français dont fit partie par exemple un Albert Camus à la mère illettrée, dont je fais partie, moi aussi, comme celle de Nesrine Slaoui, ma mère était femme de ménage, ça ne m'a pas empêchée de devenir prof agrégé, ça n'a pas empêché Camus de devenir Camus... On a plus de travail que les autres, oui, et alors ? C'est la loterie de la vie. Certains naissent avec une cuiller d'argent dans la bouche, d'autres arrivent dans des familles qui les négligent, qui les torturent, certains sont beaux, d'autres repoussants, certains naissent dans des pays où la vie est plutôt facile, d'autres dans des pays dictatoriaux, sans liberté, où l'éducation est interdite aux filles... C'est comme ça et à chacun de se battre pour tirer le meilleur parti de ce que le hasard lui a proposé.

Les petits Français d'origine des quartiers populaires n'ont jamais demandé que l'on simplifie les concours de conservateur de musée, d'enseignant, de médecin... Pourtant eux non plus n'ont pas les codes, la culture, ils ne sont

pas "fils de", il leur manque tout, ils ne sont pas nés en entendant Mozart et en écoutant leurs parents parler de Levi-Strauss, chez eux c'était Edith Piaf et Intervilles. Il en faut de la volonté, du boulot... pour arriver au niveau voulu.

Mais quel bonheur... de ne devoir qu'à soi ce qui est dû, pour certains camarades, au fait d'être "fils de". Quel bonheur, mais aussi quel atout pour toute une vie. On y acquiert la confiance en soi, la capacité de travail, la fierté du travail bien fait, toutes qualités qui évitent de tomber dans le cannabis et autres dégénérescences devant une vie trop facile...

Ça évite de devenir une frustrée, une amère, une haineuse à la Rockaya Diallo ou à la Laetitia Avia par exemple...Laetitia Avia passée, justement, quel hasard par la discrimination positive, prise à Sciences po sans avoir à passer les épreuves écrites... Mais sans doute qu'une Avia avec toutes ses tares est un modèle envié par Nesrine Slaoui...

Complément d'Antiislam

Il y aurait tant à dire sur ce flot de clichés et de mensonges.

Je n'en retiendrai que deux.

Non, la langue arabe n'est pas du tout l'égale de l'anglais : il aurait fallu que pendant 1400 ans, le monde musulman donne des milliers d'intellectuels au Monde.

Il a préféré osciller entre le fatalisme de la ratiocination du droit musulman et le fanatisme du djihad.

Non, toutes les cultures ne se valent pas pour les mêmes raisons : la culture arabo-musulmane se résume à l'étude d'un seul livre (de haine), la culture française, européenne

, elle, en compte des dizaines de milliers dans tous les domaines : romans, essais politiques , traités de physique etc etc etc (Wafa Sultan).

Quel intérêt à donner une place éminente à l'arabe autre que celui d'islamliser ?

C'était déjà la politique des musulmans dans leur colonisaion de l'Espagne.

On voit trop bien que madame dissimule derrière un problème social ce qui est d'abord un problème d'incompatibilité culturelle.

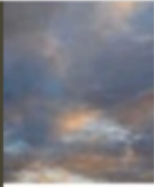
Il y en a plus qu'assez de subir CHEZ NOUS la rancoeur jalouse de ceux dont la civilisation n'a strictement rien apporté au pot commun de l'humanité.

Diversifier les profils du jury de sélection, lutter contre le mépris de classe, questionner la culture dite dominante...

Pour la revue de l'[@ENA_fr](https://www.ena.fr), j'ai réfléchi à l'ouverture sociale des grandes écoles. pic.twitter.com/MnbxaMTF38

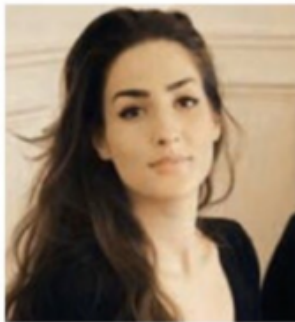
– Nesrine Slaoui (@NesrineSlaoui) [January 6, 2020](#)

.



Regards sur 2019

Démocratiser les grandes écoles



Par Nesrine Slaoui
Journaliste indépendante
Diplômée de Sciences Po Paris

La grande majorité des étudiants des grandes écoles, qui occuperont des postes de pouvoir, sont des héritiers au sens bourdieusien. Les analyses du théoricien de la reproduction sociale des années 1970 sont encore tristement pertinentes. En 2019, les positions sociales se maintiennent toujours d'une génération à l'autre par la transmission d'un patrimoine matériel et immatériel, validée par l'école, qui lui confère un faux aspect méritocratique

« Si tu es passé par la procédure CEP, tu es simplement un quota ». Combien de fois ai-je entendu cette phrase, lancée comme une insulte, sur les bancs de Sciences Po ? Une manière de délégitimer les étudiants issus de milieux populaires qui défient leur destin sociologique et franchissent les portes de la prestigieuse institution. Malgré l'effort nécessaire du défunt directeur, Richard Descoings, qui a initié en 2001 le recrutement de lycéens en zones d'éducation prioritaire (ZEP) avec un concours spécifique, le constat d'échec est là. L'ouverture sociale de Sciences Po est un leurre. Selon une enquête réalisée par le journal *Libération* en 2017, 40 % des élèves admis via cette procédure CEP sont issus de parents CSP+. Alors même que la réforme vise à intégrer plus d'étudiants boursiers dans l'école élitiste, les stratégies des familles aisées pour maintenir leurs enfants au sommet de l'échelle sociale, comme l'a développé le sociologue Raymond Boudon, détournent ce mode de recrutement à leur profit. Parler de stratégie, ici, est important car ces parents qui maîtrisent la cartographie scolaire et le fonctionnement de l'enseignement supérieur, choisissent de s'installer près d'un lycée défavorisé partenaire pour y inscrire leur enfant et lui donner encore plus de chances d'accéder à Sciences Po, au détriment des lycéens de ces zones qui vivent là malgré eux.

Des écoles réservées aux classes supérieures

En octobre dernier, plusieurs grandes écoles ont remis un rapport sur l'ouverture sociale à la ministre de l'Enseignement supérieur, Frédérique Vidal. Elles ont

toutes formulé l'objectif d'augmenter leur nombre d'étudiants boursiers pour atteindre le niveau national de 38 %. Quatre ENS, dont celles de Paris et de Lyon, les écoles de commerce HEC et ESSEC ainsi que Polytechnique, entre autres, se sont engagées à accueillir 20 à 25 % de boursiers d'ici 5 ans alors qu'ils ne sont que 18 % à HEC, par exemple. Une inégale représentation encore plus

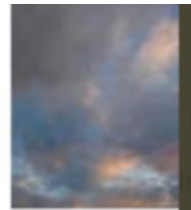
Issue de milieu populaire et de l'immigration, mon parcours est davantage une erreur sociologique qu'un exemple d'ascension sociale

marquante à l'Ena où les deux tiers des étudiants sont des enfants de cadres et 6 % seulement des enfants d'ouvriers, selon une enquête de l'EHESS en 2015. Il faut rappeler que les enfants d'ouvriers forment un quart de la population française pour comprendre le problème de cette faible

représentation. Ainsi, la grande majorité des étudiants des grandes écoles, qui occuperont des postes de pouvoir, sont des héritiers au sens bourdieusien. Les analyses du théoricien de la reproduction sociale des années 1970 sont encore tristement pertinentes. En 2019, les positions sociales se maintiennent toujours d'une génération à l'autre par la transmission d'un patrimoine matériel et immatériel validée par l'école, qui lui confère un faux aspect méritocratique.

D'un milieu populaire à Sciences Po : un itinéraire erroné

Je suis donc une anomalie. En tant que jeune diplômée en journalisme de Sciences Po, issue de milieu populaire et de l'immigration, mon parcours est davantage une erreur sociologique qu'un exemple d'ascension sociale. Née au Maroc en 1994, je suis arrivée en France à l'âge de trois ans où j'ai grandi. Géographiquement



d'abord, Sciences Po était très loin de mon quartier populaire d'Apt, une ville de 10 000 habitants située à 60 km à l'est d'Avignon. Grandir dans une cité HLM d'une ville de campagne c'est subir doublement le rejet social : être parmi les plus exclus des exclus. Nous étions tous issus de l'immigration, algérienne et marocaine surtout, avec une poignée de famille franco-française. Nos parents étaient femmes de ménages, cantinières, maçons ou travaillaient à l'usine de fruits confits. Adolescente, je ne me rendais pas compte encore des stigmates que nous portions.

C'est la découverte de la sociologie, en terminale, qui m'a ramenée à ma condition sociale. Nous faisons nos courses dans les magasins discounts, les seules fois où j'allais au théâtre c'était pour voir des spectacles de Hip-Hop, dont je suis passionnée, et je n'avais encore jamais voyagé en dehors du Maroc avec mes parents. C'était d'ailleurs le seul endroit où l'on mangeait au restaurant. Aucun misérabilisme

ici : tout cela ne m'a jamais posé aucun problème et je n'ai manqué de rien. Bien au contraire, je ne garde que des souvenirs agréables de cette enfance dans un quartier où régnaient l'humour et la solidarité. Si j'énumère ces pratiques c'est parce qu'elles auraient pu déterminer mon destin social malgré moi. Car, à l'inverse, les jeunes de mon âge qui étaient familiers de la gastronomie, de l'opéra et des voyages linguistiques avaient plus de chance de faire de longues études et d'intégrer Sciences Po, l'école dont je rêvais depuis la sixième, tout simplement parce que leurs goûts et leurs loisirs sont socialement plus valorisés que les miens. Parce qu'ils ont plus d'argent, aussi.

La « diversité » : une étiquette discriminante

Étudier dans une grande école quand on est issu d'un milieu populaire c'est devoir y vivre avec une étiquette. Une étiquette collée sur le front lorsque l'on a bénéficié des procédures dites d'égalité des chances pour plus de « diversité ». J'écris

ce terme entre guillemets parce que ceux qui l'utilisent admettent, d'une certaine manière, qu'il existerait à l'inverse une « uniformité » formée par les hommes blancs valides et hétérosexuels ; le reste de la population seraient annexes. Même si j'ai réussi le concours classique de Sciences Po Grenoble puis de Sciences Po Paris en master, j'ai porté cette étiquette de « membre de la diversité » pendant les cinq années de ma scolarité. Elle se base, avant tout, sur notre manière d'être et notre apparence physique différentes du modèle imposé, des différences encore plus visibles lorsqu'elles sont liées à une appartenance ethnique. « Tu as été admise à Sciences Po parce que tu es une femme arabe de cité » m'a-t-on dit tant de fois. Une

manière de décrédibiliser mon parcours en affirmant qu'il n'a été possible que grâce à la discrimination positive alors même que je n'en ai pas bénéficié. En tant que banlieusards et prolétaires dans ces écoles prestigieuses, nos talents et nos compétences sont amoindris par certains de nos camarades et parfois

même nos professeurs qui nous voient seulement comme une manière pour l'école de vernir son inégal accès.

Pour beaucoup, la présence d'élèves issus de milieux populaires signifierait même un « nivellement par le bas » des grandes écoles. C'est un mépris de classe. Quand Richard Descoings lança la procédure CEP, il tint tête à la majorité des étudiants et à l'administration de Sciences Po qui voyaient cette formation et cette sélection spécifiques comme une dispense de concours. Les savoirs et les compétences des élèves qui n'ont pas grandi dans les beaux quartiers sont inopérants aux yeux de certains. Par exemple, être bilingue arabe n'est toujours pas aussi valorisé qu'être bilingue en anglais, être capable de s'adapter à tous les milieux sociaux n'est pas non plus une compétence suffisamment reconnue. Car, si les grandes écoles proposent des préparations aux élèves des zones défavorisées, les admis sont ensuite lancés, sans aide, dans la fosse de ces institutions dont ils ne connaissent pas les codes sociaux et culturels ; l'habitude

comme dirait Pierre Bourdieu. Ils agissent par mimétisme en copiant les codes vestimentaires et les pratiques culturelles de leurs camarades. Comme si les étudiants issus de milieux populaires devaient renier leur propre socialisation et s'adapter à un autre monde alors même que c'est grâce à leur origine sociale qu'ils peuvent enrichir l'élite dirigeante.

Le débat sur l'ouverture sociale des grandes écoles est encore ouvert. Elles étudient toutes différentes solutions, même l'Ena menacée de suppression par Emmanuel Macron. Sciences Po est encore précurseur et a décidé pour la première fois de supprimer l'oral de ses épreuves d'admission cette année : une fausse bonne idée. Des critères implicites, liés au milieu social, influenceront sur la décision du jury : le vocabulaire utilisé, le style vestimentaire ou encore la gestuelle. C'est peut-être d'ailleurs ce jury qu'il faudrait réformer pour y inclure davantage d'hétérogénéité sociale et professionnelle pour éviter l'entre-soi. L'idée d'adapter les concours en fonction des lycées est sûrement la moins pire. Il faut admettre qu'un étudiant d'Henry IV et un étudiant en ZEP n'ont pas le même accès à la culture dominante ni les mêmes moyens pour l'apprendre. Les concours des grandes écoles valident, en réalité, des savoirs qui sont davantage sociaux que scolaires et lorsqu'elles intègrent des profils plus variés, elles s'acharment à les redessiner dans un modèle bourgeois. La vraie solution serait d'accepter que toutes les cultures se valent, populaires et bourgeoises et qu'il n'existe pas de hiérarchie des savoirs qui les classent en fonction d'un supposé raffinement. Mais on en est encore très loin. ■

Selon une enquête réalisée par le journal *Libération* en 2017, 40% des élèves admis via cette procédure CEP sont issus de parents CSP+.